

## CONTRAT

### MARCHE PUBLIC DE SERVICES DE MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME EUROPEEN ERASMUS+ AU BENEFICE DES DEMANDEURS D'EMPLOI DE LA REGION NOUVELLE-AQUITAINE

Procédure prévue à l'article R.2123-1 3°) du code de la commande publique

## DISPOSITIONS PARTICULIERES

### A - Identité des parties

Le présent marché est conclu entre :

Pôle emploi, établissement public administratif, représenté par son directeur régional Nouvelle-Aquitaine Monsieur Alain MAUNY, dûment habilité à cet effet, domicilié en cette qualité : 87, rue Nuyens - TSA 90001 - 33056 BORDEAUX CEDEX

ci-après dénommé « Pôle emploi » d'une part,

Et la personne morale :

*Indiquer la raison ou dénomination sociale, adresse du siège social, forme juridique, numéro SIRET, numéros de téléphone et de télécopie et courriel.*

*Si différent, indiquer la raison ou dénomination sociale, adresse, forme juridique et numéro SIRET, numéros de téléphone et de télécopie et courriel du service ou établissement chargé de l'exécution des prestations objet du marché.*

Représentée par :

*Indiquer les nom, prénom, qualité, numéro de téléphone et courriel du signataire ayant compétence à cet effet.*

- ☐ agissant en qualité de candidat individuel
- ☐ agissant en qualité de mandataire du groupement momentané d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique conformément au document de candidature remis dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le présent marché a été conclu

ci-après dénommé « le Titulaire » d'autre part.

**B - N° numéro d'enregistrement au titre de la formation professionnelle continue**

La présente rubrique est à compléter uniquement dans le cas où, à la date de la remise de l'offre, le candidat individuel ou le membre d'un groupement momentané d'opérateurs économiques candidat (y compris le mandataire) est déjà en possession du numéro d'enregistrement prévu à l'article R. 6351-6 du code du travail. En cas de groupement, le cadre correspondant est à compléter autant que nécessaire.

- ☐ Candidat individuel enregistré sous le numéro :  
auprès du préfet de région de :
- ☐ Raison ou dénomination sociale du membre du groupement :  
enregistré sous le numéro :  
auprès du préfet de région de :
- ☐ Raison ou dénomination sociale du membre du groupement :  
enregistré sous le numéro :  
auprès du préfet de région de :
- ☐ Raison ou dénomination sociale du membre du groupement :  
enregistré sous le numéro :  
auprès du préfet de région de :
- ☐ Raison ou dénomination sociale du membre du groupement :  
enregistré sous le numéro :  
auprès du préfet de région de :
- ☐ Raison ou dénomination sociale du membre du groupement :  
enregistré sous le numéro :  
auprès du préfet de région de :
- ☐ Raison ou dénomination sociale du membre du groupement :  
enregistré sous le numéro :  
auprès du préfet de région de :
- ☐ Raison ou dénomination sociale du membre du groupement :  
enregistré sous le numéro :  
auprès du préfet de région de :

### C - Coordonnées bancaires ou postales

Les sommes dues au titre du marché sont libérées par virement sur le compte bancaire ou postal dont le relevé BIC IBAN est joint.

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, les sommes dues en exécution du marché public sont versées sur le compte unique géré par le mandataire du groupement.

Agrafer sur cette page le relevé BIC IBAN.

### D - Le cas échéant, groupement conjoint d'opérateurs économiques

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique sous une forme conjointe, les prestations sont réparties entre les membres du groupement comme indiqué ci-dessous :

Désignation des membres du groupement d'opérateurs économiques	Prestations exécutées ou lieux d'exécution des prestations

**E - Notification du marché (rubrique réservée à Pôle emploi)**

Est remise au Titulaire, à titre de notification du marché, une copie du présent Contrat

- ☐ par envoi *via* la plateforme de dématérialisation,  
dont le Titulaire accuse réception

Fait à ..... , le .....

Signature du représentant du Titulaire :

## Table des matières

I - OBJET DU MARCHÉ :	7
II - FORME ET DUREE :	7
II.1 – Durée :	7
II.2 – Forme :	8
III - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ :	8
IV - DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES :	8
IV.1 - Prestation « Participation à la sélection des bénéficiaires » :	8
IV.2 - Prestation « Accompagnement des bénéficiaires » :	9
IV.2.1 - Placement en stage en entreprise :	9
IV.2.2 - Organisation logistique du séjour à l'étranger :	10
IV.2.3 - Préparation au départ :	11
IV.3 - Prestation « Suivi et évaluation des actions de mobilité » :	11
V - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ :	13
V.1 - Prestations de formation professionnelle continue et déclaration d'activité prévue à l'article L. 6351-1 du code du travail :	13
V.2 - Coordinateur régional Pôle emploi Nouvelle-Aquitaine :	13
V.3 - Mise en place du marché :	13
V.4 - Modalités d'émission et d'exécution des bons de commande :	14
V.5 - Personnels affectés par le Titulaire à l'exécution des prestations :	14
V.6 - Modalités de réception des prestations objet du présent marché :	15
V.7 - Lutte contre le travail dissimulé :	15
V.8 - Obligations du Titulaire relatives aux bénéficiaires du programme ERASMUS+ :	16
V.8.1 - Obligation de gratuité à l'égard des bénéficiaires des prestations objet du présent marché :	16
V.8.2 - Obligations méthodologiques et de non-discrimination :	16
V.8.3 - Obligations déontologiques :	16
V.8.4 - Obligations en matière de protection sociale des bénéficiaires :	16
V.9 - Pénalités :	16
V.10 - Financement par des fonds européens :	17
V.11 - Suivi et bilan de fin de marché :	17
V.12 – Clause de réexamen :	17
VI - PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT :	18
VI.1 - Type et forme des prix :	18
VI.2- Modalités de règlement et de facturation :	19
VI.2.1 - Modalités de règlement :	19
VI.2.2 - Modalités de facturation :	20
VII - DISPOSITIONS DIVERSES :	22
VII.1 - Dispositions applicables aux groupements momentanés d'opérateurs économiques constitués en application articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique :	22
VII.2 - Dispositions applicables en cas de sous-traitance :	22
VII.3 – Assurances :	23



pôle emploi



Erasmus+

VII.4 - Traitement de données personnelles mis en œuvre pour le compte de Pôle emploi :.....	23
a) Traitement autorisé, réglementation applicable et lieu d'hébergement :.....	23
b) Obligations du Titulaire en matière de protection des données et de sécurité : .....	24
c) Information des personnes concernées : .....	25
d) Violation de données personnelles : .....	25
e) Sort des données : .....	25
VII.5 - Autres traitements de données personnelles : .....	25
VII.6 – Confidentialité : .....	26
VIII – RESILIATION : .....	26
VIII.1 - Résiliation aux torts exclusifs du Titulaire : .....	26
VIII.2 - Résiliation pour motif d'intérêt général : .....	27
IX- LITIGES : .....	27

## DISPOSITIONS GENERALES

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :**

### **PREAMBULE :**

Opérateur majeur du marché de l'emploi en France, Pôle emploi a pour mission de faciliter le retour à l'emploi des demandeurs d'emploi et d'offrir aux entreprises des réponses adaptées à leurs besoins de recrutement.

Constitué sous la forme d'un établissement public administratif, Pôle emploi est organisé de manière déconcentrée, en une direction générale et des directions régionales qui suivent le découpage des régions administratives françaises (article L. 5312-10 du code du travail).

Pôle emploi est en particulier chargé d'accueillir, informer, orienter et accompagner les personnes à la recherche d'un emploi, d'une formation ou d'un conseil professionnel, de prescrire toutes les actions utiles pour développer leurs compétences professionnelles et améliorer leur employabilité, de favoriser leur reclassement et leur promotion professionnelle, de faciliter leur mobilité géographique et professionnelle et de participer aux parcours d'insertion sociale et professionnelle.

La direction Nouvelle-Aquitaine de Pôle emploi assure la coordination, la gestion financière et le contrôle budgétaire sur le territoire de la région du dispositif national de mobilité européenne de la Direction Générale de Pôle emploi mis en place dans le cadre du programme européen ERASMUS+. Les bénéficiaires des prestations objet du présent marché sont des demandeurs d'emploi de la région-Nouvelle-Aquitaine inscrits à Pôle emploi, qui ont des profils professionnels diversifiés et relèvent de toutes tranches d'âge, avec cependant une attention soutenue sur les niveaux IV et V.

### **I - OBJET DU MARCHE :**

Le présent marché public de services a pour objet la mise en œuvre du programme ERASMUS+ dans un pays émergeant au programme européen ERASMUS+, pour le compte de Pôle emploi au bénéfice des demandeurs d'emploi de la région-Nouvelle-Aquitaine.

Le placement en stage à l'étranger vise exclusivement à favoriser le retour à l'emploi et/ou à développer l'employabilité des bénéficiaires de ce programme. La formation linguistique ne saurait être à elle seule la finalité du montage de ces actions.

### **II - FORME ET DUREE :**

#### **II.1 – Durée :**

Sous réserve des dispositions de l'article VIII du présent Contrat, le marché est conclu à compter de sa date de notification pour une période ferme courant jusqu'au 30 juin 2023, puis tacitement reconductible pour deux périodes de un an calendaire chacune.

Aux fins de dénonciation, Pôle emploi se prononce au moins trois mois calendaires avant l'échéance de la période en cours du marché public en notifiant par écrit au Titulaire sa décision de ne pas reconduire le marché. Faute de décision notifiée dans ce délai, Pôle emploi est considéré comme ayant décidé la reconduction du marché public.

Le Titulaire ne peut refuser la reconduction du marché public ; il ne saurait prétendre à aucune indemnité du fait de la non-reconduction du marché.

Le marché couvrira les programmes ERASMUS+ 2020-2022 et 2021-2023 pour la période ferme ainsi que les programmes 2022-2024 et 2023-2025 pour les éventuelles périodes de reconduction.

L'annexe 3 du présent Contrat indique le programme européen applicable à la première année d'exécution du présent marché et précise les conditions d'exécution décrites au présent Contrat.

En cours de marché et selon les éventuels changements pouvant intervenir dans les programmes européens à venir, l'annexe 3 est susceptible d'être mise à jour dans les conditions prévues à l'article V.12 – Clause de réexamen.

## **II.2 – Forme :**

Le marché prend la forme d'un accord-cadre donnant lieu à la passation de marchés subséquents. Il est conclu avec un unique Titulaire et avec un maximum en quantité, défini en nombre de bénéficiaires à prendre en charge au titre du marché.

Pour la durée totale du marché, périodes de reconduction incluses le cas échéant, le seuil maximum s'établit à 400 bénéficiaires. Le Titulaire est engagé à concurrence de ce maximum.

## **III - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE :**

Le marché se constitue des pièces suivantes, énumérées par ordre décroissant de priorité et dont l'exemplaire conservé par Pôle emploi fait seul foi en cas de contestation :

- le présent Contrat et ses trois annexes soit :
  - annexe 1 Fiche de prescription
  - annexe 2 Devis
  - annexe 3 Conditions de réalisation du marché ERASMUS +;
- le Bordereau de prix du Titulaire ;
- l'offre technique du Titulaire figurant au Cadre de réponse ;
- la ou les demande(s) d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement.

Les mises aux points et avenants le cas échéant conclus, ainsi que les ordres de service le cas échéant notifiés en cours d'exécution du marché en sont également des pièces constitutives.

## **IV - DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES :**

Les prestations sont réalisées par le Titulaire selon la méthodologie décrite dans son cadre de réponse et respectent les attendus de Pôle emploi décrits ci-après aux articles IV.1, IV.2 et IV.3 du présent Contrat et précisés en annexe 3 pour chaque programme européen applicable au fur et à mesure de l'actualisation de cette annexe dans les conditions évoquées à l'article V.12 – Clause de réexamen.

Les prestations attendues au titre du marché sont les suivantes :

### **IV.1 - Prestation « Participation à la sélection des bénéficiaires » :**

Les conseillers Pôle emploi identifient les bénéficiaires potentiels du programme ERASMUS+ et valident la prescription de ce dispositif au regard de leur projet professionnel. Cette identification se fait tout au long du marché.

Les conseillers Pôle emploi convoquent ces demandeurs d'emploi pour des informations collectives dans les sites de Pôle emploi de la région Nouvelle-Aquitaine, ou orientent individuellement ces bénéficiaires potentiels vers le Titulaire du marché en transmettant une fiche de prescription selon le modèle figurant en annexe 1 précisant le pays de destination, le stage recherché, le(s) secteur(s) d'activité et la période du stage en entreprise souhaités.

En lien avec le coordinateur Pôle emploi, le Titulaire organise, sur la base de la fiche de prescription, la phase de pré-sélection des candidats :

- en organisant des réunions de pré-sélection dans les locaux de Pôle emploi dès lors qu'au moins 10 candidats potentiels sont identifiés, dans le respect des consignes sanitaires ;
- ou en visio-conférence si le nombre de candidats potentiels est inférieur à 10 ou si le contexte sanitaire l'exige.

Au cours de ces réunions de pré-sélection, Pôle emploi et le Titulaire consolident la prescription en s'assurant :

- de la motivation de chaque bénéficiaire et de sa bonne compréhension des objectifs et obligations inhérents au programme ;
- de la cohérence et de la faisabilité du placement en stage à l'étranger ;
- de son aisance linguistique.

Au terme de cette phase, des bénéficiaires potentiels sont présélectionnés. Pour chacun d'entre eux, le Titulaire s'assure de la faisabilité de son parcours.

Les demandeurs d'emploi non retenus en sont informés par le Titulaire par courrier électronique précisant les motifs, avec copie au coordinateur Pôle emploi et au conseiller prescripteur.

A l'issue de cette phase, la mise en œuvre de l'action de mobilité est initiée par l'émission par Pôle emploi d'un bon de commande conformément à l'article V.4 du présent Contrat.

#### **IV.2 - Prestation « Accompagnement des bénéficiaires » :**

Les pays obligatoirement couverts par le Titulaire sont l'Allemagne, l'Espagne, l'Irlande, l'Italie, Malte, la Lituanie, la République Tchèque, le Portugal, les Pays Bas, la Grèce et l'Autriche.

Les autres pays émergeant au programme européen ERASMUS+ peuvent faire l'objet d'une prescription de Pôle emploi au regard de la validation du projet professionnel du bénéficiaire par Pôle emploi, sous condition de validation expresse du coordinateur régional et des possibilités du Titulaire.

A titre indicatif, la répartition par groupes de pays et par durée des commandes que Pôle emploi a pour objectif d'émettre au titre du présent marché est annexée au Contrat (annexe 3, article III) et est par conséquent susceptible d'être modifiée en cours de marché selon les modalités prévues l'article V.12.

La liste complète des pays identifiés par groupes émergeant au programme européen ERASMUS+ est la suivante :

- Groupe 1: Danemark, Finlande, Irlande, Islande, Liechtenstein, Luxembourg, Norvège, Suède.
- Groupe 2: Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Espagne, Grèce, Italie, Malte, Pays-Bas, Portugal.
- Groupe 3: Bulgarie, Croatie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Hongrie, Macédoine, Pologne, République Tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Turquie, Serbie.

##### **IV.2.1 - Placement en stage en entreprise :**

Cette prestation consiste à :

- rechercher des entreprises pour le placement en stage. Le contenu du stage doit correspondre au profil et au projet professionnel du demandeur d'emploi validé par Pôle emploi. La durée du stage en entreprise est de 3 mois ou 6 mois. Exceptionnellement, en fin de programme européen ERASMUS+, le coordinateur régional de Pôle emploi peut étudier avec le Titulaire l'opportunité d'établir des parcours d'une durée de 2, 4 ou 5 mois ; le montant des frais de séjour sera calculé à partir du montant précisé en annexe 3 (article IV) pour un séjour de 3 mois, et proratisé en fonction de la durée de séjour validée par le coordinateur régional de Pôle emploi. Les frais de gestion et de voyage restent inchangés.
- aider le bénéficiaire à élaborer son CV sous format EUROPASS ou sous un format en usage dans le pays d'accueil ;

- négocier avec l'entreprise d'accueil un programme individuel pour que chacun des participants puisse atteindre l'objectif de son stage à l'étranger ; le contenu de ce programme doit être clairement défini et connu des parties prenantes : le bénéficiaire, le conseiller Pôle emploi prescripteur et le coordinateur régional Pôle emploi.
- s'assurer qu'un tuteur est désigné en tant que responsable du bon déroulement du stage dans l'entreprise d'accueil ;
- constituer pour chaque bénéficiaire une demande d'Aide Individuelle à la Formation (AIF). Le Titulaire remet à Pôle emploi pour validation cette demande d'AIF, puis l'attestation d'entrée en stage (AES), selon les modalités et dans les délais définis par Pôle emploi, décrits sur le site [www.pole-emploi.org](http://www.pole-emploi.org) et précisés lors de la réunion de lancement du marché prévue ci-dessous à l'article V.3 du présent Contrat.

Le Titulaire dispose d'un délai maximal de trois semaines pour procéder à la recherche d'une entreprise d'accueil, à compter de la réception du bon de commande émis par Pôle emploi. Si aucune possibilité de stage n'est trouvée dans le domaine prescrit, le Titulaire en informe le conseiller Pôle emploi prescripteur de l'action et le coordinateur Pôle emploi, dans un délai maximum d'un jour ouvrable à compter de ce constat, par courriel, en décrivant la nature des difficultés rencontrées. L'impossibilité pour le Titulaire de trouver une entreprise d'accueil dans le délai imparti rend la commande caduque.

#### **IV.2.2 - Organisation logistique du séjour à l'étranger :**

Cette prestation consiste à organiser l'acheminement aller-retour du domicile des bénéficiaires au lieu de séjour et son hébergement durant son séjour à l'étranger :

- Billetterie :

Chaque bénéficiaire doit être en possession d'un titre de transport aller-retour à destination du pays d'accueil.

Les villes de départ pour les transports aériens et ferroviaires sont situées en Nouvelle-Aquitaine et définies en fonction du lieu de résidence des bénéficiaires.

- Conditions de transport :

- Train 2ème classe, avion classe économique, ou tout autre moyen de transport, avec proposition des meilleurs tarifs, tenant compte notamment des cartes de réduction détenues par les bénéficiaires au moment de la réservation.
- Le Titulaire étudie les combinaisons économiquement les plus avantageuses tout en garantissant la flexibilité des départs lorsque cela est possible.
- Ces conditions de transport devront satisfaire au mieux le principe d'écoresponsabilité, un des axes de base du nouveau programme pluriannuel dans lequel s'inscrit le dispositif Erasmus+.

- Conditions d'assurance :

Le Titulaire s'assure que toutes les dispositions ont été prises pour que chaque bénéficiaire soit couvert par une assurance responsabilité civile et bénéficie d'une garantie assistance/rapatriement. Le cas échéant, le Titulaire prend toute disposition pour mettre en place et financer ces garanties pendant le voyage du bénéficiaire et la période de placement en entreprise.

Chaque parcours ERASMUS+ faisant l'objet d'une aide individuelle à la formation conformément à l'article IV.2.1 du présent Contrat, les cotisations de sécurité sociale et notamment d'accident du travail - maladie professionnelle sont versées par Pôle emploi pour le bénéficiaire au titre de cette formation.

- Formalités sanitaires :

Le Titulaire s'assure que toutes les dispositions ont été prises pour que le dossier de chaque bénéficiaire soit conforme aux réglementations sanitaires du pays d'accueil.

- Hébergement :

Pour chaque bénéficiaire, le Titulaire :

- recherche et trouve un logement pour toute la durée du placement en stage ; l'hébergement peut se faire en formules de type hôtel, « appart hôtel », résidence universitaire, location, colocation ou famille d'accueil ; afin de garantir la sécurité physique et la santé des bénéficiaires, le Titulaire veille à ce que ce logement réponde aux caractéristiques suivantes :
  - être facilement accessible depuis le lieu de stage,
  - être décent, propre et salubre,
  - assurer un niveau de confort incluant un équipement en bon état et fonctionnel dont *a minima* literie, WC, chauffage, machine à laver et réfrigérateur ;
- organise l'accueil du bénéficiaire lors de son arrivée dans le pays où le placement en entreprise est effectué ainsi que son transfert de l'aéroport ou de la gare vers son lieu d'hébergement ;
- aide le bénéficiaire à effectuer toutes les démarches administratives nécessaires ;
- prend toute disposition permettant de faciliter son intégration dans la vie locale. A cet égard, le Titulaire privilégie un hébergement évitant une concentration de bénéficiaires francophones.

Afin de réaliser cette prestation, le Titulaire sollicite de la part du bénéficiaire toutes les informations indispensables relatives à ses habitudes alimentaires et à ses contraintes médicales.

#### **IV.2.3 - Préparation au départ :**

Durant cette phase de préparation au départ, le Titulaire délivre à chaque bénéficiaire :

- une information complète sur les aspects administratifs du séjour, dont les dates de départ et les lieux de stage et d'hébergement,
- un rappel des obligations incombant au bénéficiaire durant son séjour et à son retour :
  - o comportement,
  - o justificatifs à produire pour Pôle emploi,
  - o documents réclamés par l'Agence ERASMUS+ France,
  - o passation de 2 tests OLS (Online Linguistic Support), en amont et en aval du séjour ; de plus, le Titulaire incite chaque bénéficiaire à utiliser régulièrement la plateforme linguistique durant son séjour ;
- une sensibilisation à l'environnement socio-culturel du pays d'accueil,
- un numéro d'assistance de type « hotline » et les coordonnées d'un contact disponible vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept pour les cas d'urgence.

Pour chaque bénéficiaire en instance de départ, un niveau "conversationnel" de la langue du pays ciblé est recommandé. Le Titulaire demande au coordinateur régional Pôle emploi l'octroi d'un accès à l'outil OLS (Online Linguistic Support) délivré par la Direction Générale de Pôle emploi, afin d'évaluer le niveau linguistique des candidats.

Pour cette phase de préparation au départ, sur demande du Titulaire auprès du coordinateur régional Pôle emploi, Pôle emploi peut mettre une salle de réunion à disposition du Titulaire dans les locaux de Pôle emploi.

#### **IV.3 - Prestation «Suivi et évaluation des actions de mobilité» :**

Durant cette phase de suivi et d'évaluation des actions de mobilité, le Titulaire :

- informe le coordinateur régional de Pôle emploi de tout départ en stage et lui fournit les données nécessaires à l'alimentation du logiciel « Mobility Tool » émanant de l'agence ERASMUS+ France,

dans un délai de dix jours calendaires après le départ effectif de chaque bénéficiaire vers le pays d'accueil ;

- suit le stage en entreprise et garde un contact permanent avec le bénéficiaire et son tuteur ; effectue une évaluation continue du stage en entreprise et prend toutes mesures ou actions correctives nécessaires au bon déroulement du stage ;
- au fur et à mesure de chaque prescription, tient informés le conseiller prescripteur Pôle emploi et le coordinateur régional Pôle emploi :
  - ✓ du montage et du suivi de l'action de mobilité, incluant la demande de licence OLS ;
  - ✓ de tout écart constaté entre le déroulement prévu du séjour et son déroulement réel ;
  - ✓ de toute sollicitation effectuée par le bénéficiaire en cas de problème ;
- en cas de problème important rencontré par le bénéficiaire de nature à remettre en cause le bon déroulement du stage :
  - prend en charge la sollicitation et répond au bénéficiaire dans un délai de vingt-quatre heures. Il doit être en mesure d'intervenir voire de se rendre sur place dans un délai ne pouvant excéder quarante-huit heures afin de résoudre la situation ;
  - informe dans les vingt-quatre heures le coordinateur régional de Pôle emploi de cette sollicitation et de la réponse apportée ;
- s'engage à accompagner le bénéficiaire tout au long du séjour, notamment lorsque la situation sanitaire du pays d'accueil pourrait impacter son bon déroulement ;
- en cas d'accident du travail durant le placement en entreprise, informe par écrit le conseiller prescripteur Pôle emploi et le coordinateur régional Pôle emploi de la survenance et des circonstances de l'accident, dans un délai maximum de vingt-quatre heures ;
- transmet à Pôle emploi sur demande du coordinateur régional Pôle emploi tout élément de suivi du marché destiné à valoriser l'action ERASMUS + lors d'actions de communication interne ou externe ; par exemple identifier des parcours exemplaires et fournir des éléments d'illustration.
- prend contact avec chaque bénéficiaire à son retour en France pour rassembler dans les meilleurs délais les pièces nécessaires au paiement de la prestation ;
- établit et fournit les livrables suivants :
  - pour le bénéficiaire :
    - ✓ un certificat de stage indiquant la nature et la durée du placement ainsi que son évaluation par le tuteur ;
  - pour Pôle emploi :
    - ✓ l'attestation de présence en entreprise de chaque bénéficiaire, spécifiant les dates de début et de fin de stage, signée par le tuteur en entreprise ;
    - ✓ les informations nécessaires à l'établissement des certificats Europass Mobilité délivrés par Pôle emploi ;
    - ✓ les renseignements nécessaires au coordinateur régional de Pôle emploi pour compléter Mobility Tool ; ces informations doivent être transmises au coordinateur régional Pôle emploi dès que celles-ci sont disponibles ou au plus tard dans un délai de dix jours calendaires à partir du retour en France du bénéficiaire ;
    - ✓ un exemplaire du modèle de « Contrat financier » de l'agence ERASMUS+ France dûment complété et signé ;
- aide le bénéficiaire à mettre à jour son CV sous format EUROPASS ;
- veille à ce que chaque bénéficiaire saisisse en ligne le bilan définitif de stage (questionnaire Union Européenne) à l'aide de Mobility Tool, dans un délai de deux semaines à compter de la date de retour du candidat ;
- fournit à Pôle emploi pour chaque programme un rapport intermédiaire et un rapport final :
  - quantifiant le nombre de demandeurs d'emploi pour lesquels une fiche de prescription a été émise, que la prescription ait abouti à une commande ou pas ;
  - synthétisant les données quantitatives et financières des bons de commande exécutés ;
  - décrivant qualitativement les difficultés et les points positifs des actions de mobilité réalisées.

Les dates de remise de ces rapports sont indiquées en annexe 3 du présent Contrat (article V).

- participe aux réunions de lancement et de bilan du marché, ainsi qu'à toute réunion de suivi du marché organisée par Pôle emploi.

## **V - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE :**

### **V.1 - Prestations de formation professionnelle continue et déclaration d'activité prévue à l'article L. 6351-1 du code du travail :**

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les prestations objet du présent marché constituent des prestations de formation professionnelle continue, au sens des articles L. 6311-1 et L. 6313-1 du code du travail. Il se conforme en conséquence strictement à l'ensemble des dispositions légales et réglementaires applicables aux actions de formation professionnelle continue, en particulier les dispositions du Livre III de la sixième Partie du code du travail.

A ce titre, le Titulaire est notamment tenu de procéder, auprès du préfet de région territorialement compétent, à la déclaration d'activité prévue à l'article L. 6351-1 du code du travail, ce dans les conditions définies aux articles R. 6351-1 et suivants du même code. Dans le cas où, à la date de remise de l'offre dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le présent marché a été conclu, le Titulaire, le ou les membres considérés du groupement momentané d'opérateurs économiques Titulaire ou un sous-traitant proposé pour l'exécution du marché, étaient déjà en possession du numéro d'enregistrement prévu à l'article R. 6351-6 du code du travail, ce numéro figure à la rubrique B des dispositions particulières du présent Contrat ou, s'agissant d'un sous-traitant, à la demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, sous la forme : « enregistré sous le numéro (*à compléter*) auprès du préfet de région de (*à compléter*) ».

Sans préjudice des dispositions de l'article VIII.1 du présent Contrat, le Titulaire informe Pôle emploi, par courrier recommandé avec accusé de réception, du refus d'enregistrement, de la caducité ou de l'annulation de l'enregistrement, ce dans un délai maximum de cinq jours calendaires à compter de la formation ou notification de la décision correspondante.

Dans le cadre de l'AIF mise en place pour chaque bénéficiaire du programme ERASMUS+ objet du présent marché (article IV.2.1 du présent Contrat), le Titulaire doit référencer son offre de formation auprès de son CARIF OREF.

Le Titulaire s'engage à se conformer à l'ensemble de la réglementation applicable à son activité et notamment à obtenir d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 2022 la certification QUALIOPi sous peine de voir le marché être résilié dans les conditions de l'article VIII.1 du présent Contrat.

### **V.2 - Coordinateur régional Pôle emploi Nouvelle-Aquitaine :**

Pour le suivi du présent marché, Pôle emploi désigne comme interlocuteur du Titulaire un coordinateur régional, rattaché à la Direction de la Stratégie et des Relations Extérieures. Les coordonnées du coordinateur régional Nouvelle-Aquitaine sont communiquées au Titulaire lors de la réunion de lancement du marché mentionnée ci-après à l'article V.3 du présent Contrat.

### **V.3 - Mise en place du marché :**

Après notification du marché, une réunion de lancement est organisée entre le Titulaire et le coordinateur régional Nouvelle-Aquitaine afin d'organiser la mise en place du marché. Pôle emploi informe le Titulaire du marché du lieu et de la date de cette réunion de lancement par courriel.

Cette réunion a lieu, dans la mesure du possible et selon contexte sanitaire, dans les locaux de Pôle emploi de la région Nouvelle-Aquitaine.

#### **V.4 - Modalités d'émission et d'exécution des bons de commande :**

Le marché s'exécute par passation de marchés subséquents sous forme de demandes de devis, puis par émission et transmission au Titulaire de bons de commande émis par Pôle emploi en fonction de ses besoins.

Comme décrit à l'article IV-1, le Titulaire est sollicité par chaque conseiller prescripteur, au moyen de la fiche de prescription.

Pour chaque bénéficiaire, après réception de la fiche de prescription émise par Pôle emploi, et avant que le bénéficiaire se déplace dans le pays d'accueil, le Titulaire transmet à Pôle emploi une proposition financière en pré-remplissant un devis établi selon le modèle joint en annexe 2 du Contrat. Le Titulaire transmet ce document par voie électronique au conseiller prescripteur Pôle emploi et au coordinateur régional de Pôle emploi pour étude et validation.

Chaque devis accepté et dûment signé par Pôle emploi vaut bon de commande et est transmis par courrier électronique au Titulaire.

Le coordinateur régional Pôle emploi se réserve la possibilité de refuser un devis manifestement surestimé.

Pôle emploi se réserve le droit d'émettre des bons de commande à tout moment pendant la durée du marché.

#### **V.5 - Personnels affectés par le Titulaire à l'exécution des prestations :**

Le Titulaire désigne un interlocuteur identifié pour le suivi du présent marché et en communique le nom et les coordonnées au coordinateur régional de Pôle emploi lors de la réunion de lancement du marché mentionnée à l'article V.3 du présent Contrat.

Le Titulaire assume en toute hypothèse l'entière responsabilité du nombre et de la désignation des personnels affectés à l'exécution du marché. Il garantit que ceux-ci disposent des connaissances et compétences nécessaires à l'exécution du marché et s'engagent sur leur implication dans la mise en œuvre des prestations objet du présent marché.

A tout moment pendant l'exécution du marché, Pôle emploi se réserve la faculté de solliciter par courrier recommandé avec accusé de réception, dûment motivé par des raisons professionnelles, le remplacement de l'un des personnels affectés à l'exécution des prestations. Le Titulaire s'engage à lui proposer, dans un délai maximum de dix jours calendaires à compter de la date de réception de la demande, un remplaçant d'expérience et de compétences au moins équivalentes ; à cet effet, il transmet à Pôle emploi le *curriculum vitae* du remplaçant proposé. Les dispositions du présent alinéa sont également applicables dans le cas où le remplacement intervient à l'initiative d'un Titulaire, pour quelle cause que ce soit, notamment la démission, le licenciement, le décès ou l'absence de longue durée (maladie ou accident) de la personne en cause ; dans ce cas, le délai précité de dix jours calendaires court à compter de la date à laquelle le Titulaire a connaissance de la nécessité du remplacement.

En toute hypothèse, le silence gardé par Pôle emploi dans un délai de sept jours calendaires à compter de la date de réception par ses soins du *curriculum vitae* correspondant vaut acceptation du remplaçant ou nouvelle personne proposée. En cas de refus porté à la connaissance du Titulaire dans ce même délai, le Titulaire est tenu de proposer un nouveau remplaçant dans les conditions prévues au présent article.

Le Titulaire prend toute mesure pour que ces éventuels remplacements et affectations de nouveaux personnels à l'exécution des prestations objet du présent marché ne perturbent en rien le calendrier et la qualité des prestations fournies. Les coûts induits sont intégralement supportés par le Titulaire, qui fait également son affaire des éventuels litiges de toute nature avec son personnel qui trouveraient leur origine dans une demande de remplacement ou un refus de Pôle emploi.

Sans préjudice des dispositions de l'article VIII.1 du présent Contrat, le Titulaire se conforme strictement à la législation et à la réglementation du travail qui leur est applicable. Le personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché demeure sous la responsabilité exclusive du Titulaire pendant toute la durée d'exécution du marché.

#### **V.6 - Modalités de réception des prestations objet du présent marché :**

Les opérations de vérification ont pour objet de contrôler la conformité des prestations réalisées en exécution du présent marché aux spécifications du présent Contrat. Pôle emploi se réserve la possibilité de contrôler cette conformité ou de la faire contrôler par un tiers mandaté à cet effet.

Pôle emploi prononce la réception des prestations qui répondent en tout point aux stipulations du marché.

Le cas échéant, la réception peut être assortie de réserves. Dans ce cas, Pôle emploi notifie au Titulaire ses réserves et le délai imparti pour y remédier. A l'issue de ce délai, soit les réserves sont levées et Pôle emploi prononce la réception des prestations, soit les réserves sont maintenues en tout ou partie. Dès lors, si Pôle emploi constate que les prestations peuvent néanmoins être utilisées en l'état, il prononce une réception avec réfaction qui consiste en une réduction de prix selon l'étendue des défauts d'exécution constatés et en informe alors le Titulaire. Le montant de la réfaction est fixé forfaitairement à 30% du prix versé par Pôle emploi au titre des frais de gestion, à savoir, le montant du forfait défini à l'article VI.1 du présent Contrat et le prix unitaire figurant au Bordereau de prix.

Cependant, si Pôle emploi n'est pas en mesure de prononcer la réception des prestations (même avec réfaction), il en prononce alors le rejet et en informe le Titulaire. Du fait de ce rejet, Pôle emploi est en droit de refuser la partie des demandes de règlement correspondant aux prestations concernées.

#### **V.7 - Lutte contre le travail dissimulé :**

Conformément aux dispositions des articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8254-4 du code du travail, le Titulaire produit, sans autre rappel de Pôle emploi, les pièces attestant de la régularité de sa situation au regard de la lutte contre le travail dissimulé tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, dans les conditions suivantes :

- s'il est établi en France, il produit les pièces dont la liste figure à l'article D. 8222-5 du code du travail (une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois) ;
- s'il est établi ou domicilié à l'étranger, il produit les pièces dont la liste figure à l'article D. 8222-7 du code du travail ;
- dans tous les cas, il produit la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article D.8254-2 du code du travail. Cette liste, à compléter sur la plateforme, est établie à partir du registre unique du personnel et précise pour chaque salarié sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Dans l'hypothèse où le Titulaire n'emploie pas de salariés étrangers, il produit une attestation sur l'honneur en ce sens.

L'attention du Titulaire est attirée sur le fait que l'article D. 8222-5 et le cas échéant l'article D. 8222-7 du code du travail lui impose de procéder, à l'égard de ses sous-traitants, avant la notification du marché puis en cours d'exécution, à ces mêmes vérifications dès lors que le montant maximum des prestations qu'il envisage de sous-traiter à chacun excède le montant prévu à l'article R. 8222-1 du code du travail, soit 5000 €HT à la date de notification du marché.

En complément de ces obligations, sans préjudice des dispositions du 2ème alinéa de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, lorsque le Titulaire du marché, un sous-traitant direct ou indirect, une entreprise de travail temporaire auquel il recourt dès lors qu'il est établi hors de France, détache des salariés dans les conditions mentionnées aux articles L. 1262-1 et L. 1262-2 du code du travail, il remet à Pôle emploi, préalablement à chaque détachement, une copie de la déclaration mentionnée au I de l'article L. 1262-2-1 du même code. A défaut de s'être fait remettre cette déclaration, Pôle emploi adresse, dans les quarante-huit heures suivant le début du détachement, une déclaration à l'inspection du travail dans les conditions définies à l'article L. 1262-4-1 du même code.

## **V.8 - Obligations du Titulaire relatives aux bénéficiaires du programme ERASMUS+ :**

### **V.8.1 - Obligation de gratuité à l'égard des bénéficiaires des prestations objet du présent marché :**

A peine de résiliation du marché sans mise en demeure préalable et à ses torts exclusifs dans les conditions fixées à l'article VIII.1 du présent Contrat, le Titulaire s'engage à ne réclamer aux bénéficiaires des prestations objet du présent marché (nommés ci-après les « bénéficiaires ») aucune contribution en argent ou en nature à quelque titre que ce soit à l'occasion de l'exécution du marché, y compris la mise à disposition de moyens matériels et documentaires. A ce titre, le Titulaire ne peut exiger des bénéficiaires le versement d'une caution ou dépôt de garantie à quelque titre que ce soit.

Le Titulaire s'engage à informer son personnel de l'existence et de l'importance de ces obligations de gratuité et se porte fort de leur respect par son personnel.

### **V.8.2 - Obligations méthodologiques et de non-discrimination :**

Au titre du marché, le Titulaire s'engage à :

- prendre toute mesure pour respecter et faire respecter par son personnel les dispositions de l'article L. 1132-1 du code du travail ;
- utiliser une méthodologie en lien direct avec la finalité des prestations objet du présent marché ;
- informer les bénéficiaires des objectifs, modalités de mise en œuvre et de suivi du dispositif ERASMUS+, ainsi que des modalités d'appréciation de ses résultats ;
- informer les bénéficiaires de la transmission à Pôle emploi des éléments nécessaires au suivi de l'exécution des prestations objet du présent marché tels que mentionnés au présent Contrat.

Le Titulaire s'engage à informer son personnel de l'existence et de l'importance de ces obligations et se porte fort de leur respect par son personnel.

### **V.8.3 - Obligations déontologiques :**

Le Titulaire garantit Pôle emploi contre une utilisation détournée des prestations objet du présent marché conduisant à orienter les bénéficiaires vers des services payants. Dans le cas où, dans le cadre de l'exécution de la prestation, un service payant est évoqué, le bénéficiaire est clairement informé du caractère payant dudit service.

Le Titulaire prend toute disposition à cet effet ; il s'engage à informer son personnel de l'existence et de l'importance de ces obligations déontologiques et se porte fort de leur respect par son personnel.

### **V.8.4 - Obligations en matière de protection sociale des bénéficiaires :**

En application de l'article L. 412-8 2° c) du code de la sécurité sociale, les personnes effectuant des stages de formation professionnelle continue conformément aux dispositions du livre IX du code du travail bénéficient de la protection contre les accidents du travail et maladies professionnelles pour les accidents survenus par le fait ou à l'occasion de cette formation. Le Titulaire effectue les déclarations nécessaires, conformément aux dispositions de l'article R. 412-5 du code de la sécurité sociale. Il en informe Pôle emploi dans un délai maximum de vingt-quatre heures à compter de ladite déclaration conformément aux dispositions de l'article IV.3 ci-dessus du présent Contrat.

## **V.9 - Pénalités :**

Sans préjudice des dispositions de l'article VIII.1 du présent Contrat, le Titulaire est, sans mise en demeure préalable, redevable :

- en cas de non réponse à la sollicitation d'un stagiaire en cas de problème dans les conditions définies à l'article IV.3 du présent Contrat, d'une pénalité de 300 euros par constat effectué ;

- en cas de non-respect des conditions de logement énoncées à l'article IV.2, d'une pénalité de 150 euros par constat effectué ;
- en cas de non fourniture à Pôle emploi des données relatives aux certificats Europass Mobilité, ou relatives à Mobility Tool ou du modèle de « Contrat financier » de l'agence ERASMUS+ France dans les conditions définies à l'article IV.3 du présent Contrat, d'une pénalité de 50 euros par jour à compter du premier jour calendaire de retard ;
- en cas de non remise à Pôle emploi du rapport final mentionné à l'article IV.3 du présent Contrat, d'une pénalité de 50 euros par jour à compter du premier jour calendaire de retard.

Le montant cumulé des pénalités ne saurait en tout état de cause dépasser 10 000 euros pour toute la durée du marché.

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que l'application des pénalités définies au présent article ne revêt en aucun cas un caractère libératoire. Le cas échéant, les pénalités sont appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation du marché.

#### **V.10 - Financement par des fonds européens :**

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les prestations objet du marché bénéficient d'un financement par l'Union Européenne dans le cadre du programme Erasmus+. Ce programme s'inscrit dans la stratégie Europe 2020 en faveur de l'éducation, de la formation, de la jeunesse et du sport en Europe.

Tout document établi par le Titulaire à l'occasion de l'exécution du marché, renseigné par le bénéficiaire ou servant de support à l'exécution des prestations objet du présent marché auprès des bénéficiaires, devra porter le logo défini par la Commission Européenne pour le programme ERASMUS+ et respecter les normes graphiques en vigueur ( [https://www.erasmusplus.fr/penelope/pages/18/identite\\_visuelle](https://www.erasmusplus.fr/penelope/pages/18/identite_visuelle) ).

Le Titulaire est en outre tenu de fournir à Pôle emploi toute information nécessaire au renseignement des indicateurs de réalisation ou de résultat. Il tient à la disposition de tout contrôleur ou auditeur national ou communautaire habilité l'ensemble des pièces justificatives relatives aux prestations objet du marché, ce jusqu'à la date de fin de marché. Durant cette période, le Titulaire se soumet à tout contrôle sur pièces ou sur place effectué par toute instance nationale ou communautaire habilitée.

#### **V.11 - Suivi et bilan de fin de marché :**

En cours de marché, des réunions de suivi des conditions d'exécution du marché peuvent être organisées ponctuellement soit à la demande de Pôle emploi, soit à la demande du Titulaire.

Une réunion de bilan est organisée par Pôle emploi à la fin du marché en présence du Titulaire.

Ces réunions ont lieu, dans la mesure du possible et selon contexte sanitaire, dans les locaux de Pôle emploi de la région Nouvelle-Aquitaine. Les invitations aux réunions sont envoyées par Pôle emploi par courriel et précisent la date, l'heure et le lieu de la réunion.

#### **V.12 – Clause de réexamen :**

##### **V.12.1. - Modification par ordre de service**

Le marché ayant pour objet l'exécution de plusieurs programmes européens successifs dont le contenu précis peut varier d'une année sur l'autre, l'annexe 3 relative aux modalités d'exécution du programme Erasmus + 2020/2022 sera mise à jour au cours de l'exécution du marché autant que nécessaire.

Cette modification de l'annexe 3 s'opérera par notification au Titulaire d'un ordre de service modifiant le programme européen applicable et les conditions d'exécution en découlant.

Quelles que soient les évolutions que le changement de programme européen apporterait aux conditions d'exécution indiquées à l'annexe 3, celles-ci sont opposables au Titulaire.

Le Titulaire se conforme strictement aux ordres de service qui lui sont notifiés dans le cadre de l'exécution du marché. Ceux-ci sont exécutoires sans autre formalité dès leur notification et ne sauraient donner lieu à une modification du ou des prix.

#### **V.12.2. - Modification par avenant**

A l'issue de chaque année d'exécution du marché, un réexamen des dispositions du marché peut être engagé à l'initiative de Pôle emploi.

Ce réexamen est susceptible de porter sur des éléments pouvant être modifiés, avec ou sans impact financier.

Pôle emploi informe par courriel le Titulaire, dans un délai maximum de trois mois, à compter de la fin de l'année d'exécution du marché, de sa volonté de procéder au réexamen d'un ou plusieurs éléments, en détaillant les modifications envisagées et les délais de mise en œuvre. Le Titulaire dispose d'un délai de quinze jours calendaires pour faire connaître à Pôle emploi sa décision, ses éventuelles observations, ainsi que, le cas échéant, l'impact financier des modifications.

Le réexamen donne lieu à l'établissement d'un avenant.

### **VI - PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT :**

#### **VI.1 - Type et forme des prix :**

Le montant versé par Pôle emploi au Titulaire pour chaque bénéficiaire des prestations objet du présent marché, concerne trois types de dépenses et relève de deux sources de financement :

- Typologie de dépense :
  - Frais de gestion
  - Frais de voyage
  - Frais de séjour
- Source de financement :
  - Bourse de mobilité européenne.
  - Complément de financement Pôle emploi. Pour chaque parcours individuel, en complément du montant de la bourse de mobilité européenne, Pôle emploi finance un supplément. A cet effet, une AIF (aide individuelle à la formation) est contractualisée entre le Titulaire, Pôle emploi et le bénéficiaire conformément aux dispositions de l'article IV.2.1 du présent Contrat.

Les frais de gestion correspondent aux frais engagés par le Titulaire pour l'organisation et la gestion des prestations. Pour ces frais de gestion, Pôle emploi verse au Titulaire, au titre du présent marché le montant fixé au Bordereau de prix.

Ce montant est constitué :

- d'un forfait au titre de la bourse européenne de mobilité (poste 1 du tableau ci-dessous), dont le montant est fixé à l'annexe 3 du présent Contrat.
- et un complément de financement Pôle emploi (poste 4 du tableau ci-dessous).

Le montant fixé au Bordereau des prix est ferme sur toute la période du marché, indépendamment de l'éventuelle évolution du forfait des frais de gestion issus de la bourse de mobilité européenne dans les conditions de l'article V.12 du Contrat.

Ce prix est réputé complet et comprend notamment : l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation ; tous les frais exposés pour l'exécution des prestations, y compris les éventuels frais de déplacement des personnels du Titulaire, d'acquisition de matériels et documentation, de transport, la totalité des frais de gestion, y compris les frais de représentation et de coordination du mandataire dans le cas où le Titulaire du marché est un groupement momentané d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique.

Pour les frais de voyage et les frais de séjour engagés pour chaque bénéficiaire pour son transport vers et depuis le pays d'accueil ainsi que pour ses déplacements et son hébergement durant le stage en entreprise, Pôle emploi verse au Titulaire :

- au titre de la bourse de mobilité européenne, un montant équivalent aux frais réellement engagés (postes 2 et 3 du tableau ci-dessous), conformément aux règles de financement définies par l'Agence Erasmus + France / Education Formation, et dans la limite des plafonds détaillés en annexe 3 (article IV) ; le plafond des frais de séjour varie selon la durée et le pays de placement des bénéficiaires ; les frais de repas ne sont pas pris en charge, ni au titre des frais de voyage, ni au titre des frais de séjour.
- et, si les frais réellement engagés sont supérieurs à ces plafonds définis au titre de la bourse de mobilité européenne, un complément de financement Pôle emploi (postes 5 et 6 du tableau ci-dessous) limité à 20% du plafond des postes 2 et 3. Les compléments de financement Pôle emploi au titre des postes frais de voyage et frais de séjour sont fongibles entre eux.

Il est rappelé au Titulaire que conformément à l'article IV.2.2 du présent Contrat, il doit retenir pour les frais de voyage et de séjour les meilleurs tarifs et étudier les combinaisons économiquement les plus avantageuses.

❖ **Détail du montant versé par Pôle emploi au Titulaire pour chaque bénéficiaire des prestations objet du présent marché :**

Typologie de dépense :	Part versée au titre de la bourse mobilité européenne :	Complément de financement versé par Pôle emploi (AIF) :
Frais de gestion :	<b>1) Forfait</b> précisé en annexe 3 article IV	<b>4) Complément calculé</b> dans la limite du montant global mentionné au Bordereau de prix
Frais de voyage :	<b>2) Coût réel plafonné</b> au montant précisé en annexe 3 article IV	<b>5) Coût réel plafonné</b> au montant précisé en annexe 3 article IV
Frais de séjour :	<b>3) Coût réel plafonné</b> au montant précisé en annexe 3 article IV	<b>6) Coût réel plafonné</b> au montant précisé en annexe 3 article IV

Pour chaque bénéficiaire, le prix global versé par Pôle emploi au Titulaire, au titre du présent marché, correspond à la somme des six éléments constitutifs du prix identifiés ci-dessus et numérotés de 1 à 6.

Le montant des postes 1, 2, 3, 4, 5 et 6 est susceptible d'évoluer au cours du marché dans les conditions prévues à l'article V.12- Clause de réexamen.

## VI.2- Modalités de règlement et de facturation :

### VI.2.1 - Modalités de règlement :

- **Paiement partiel de la « bourse mobilité européenne » :**

Après validation du devis et signature du bon de commande par Pôle emploi, Pôle emploi verse au Titulaire, sur présentation de la facture afférente et décrite ci-dessous à l'article VI.2.2 du présent Contrat et du bon de commande signé par Pôle emploi (article V.4 du présent Contrat) :

- 70 % du forfait gestion Bourse mobilité (poste n°1 du tableau figurant à l'article VI.1 du présent Contrat) ;
- et 70 % du plafond des frais de transport et de séjour financés par la Bourse mobilité européenne (postes n° 2 et 3 du tableau de l'article VI.1 du présent Contrat).

- **Paiement du solde de la « bourse mobilité européenne » :**

Le solde de la Bourse mobilité européenne (postes n°1, 2 et 3 du tableau de l'article VI.1 du présent Contrat) est réglé à terme échu, de chaque parcours individuel ERASMUS+, sur production :

- de la facture afférente et décrite à l'article VI.2.2 du présent Contrat ;
- des justificatifs des frais de voyage et de séjour originaux : billets de train et/ou d'avion, carte(s) d'embarquement, facture(s) d'hébergement, autres frais de transport en commun éventuels, etc... ;
- de l'attestation de présence en entreprise définie à l'article IV.3 du présent Contrat ;
- du bon de commande signé par Pôle emploi (article V.4. du présent Contrat).

Si le montant des frais réels de voyage et de séjour est inférieur aux paiements partiels versés, le Titulaire émet un avoir pour le montant du trop-perçu.

- **Paiement du complément de financement Pôle emploi :**

Le complément de financement Pôle emploi (postes n°4, 5 et 6 du tableau de l'article VI.1 du présent Contrat) est réglé à terme échu, de chaque parcours individuel ERASMUS+, sur production :

- de la facture afférente et décrite à l'article VI.2.2 ;
- des justificatifs des frais de voyage et de séjour : billets de train et/ou d'avion, carte(s) d'embarquement, facture(s) d'hébergement, autres frais de transport en commun éventuels, etc... ;
- de l'attestation de présence en entreprise définie à l'article IV.3 du présent Contrat ;
- du bon de commande signé par Pôle emploi (article V.4. du présent Contrat).

- **Récapitulatif des modalités de paiement de chaque parcours individuel :**

	Part versée au titre de la bourse mobilité européenne :	Complément de financement versé par Pôle emploi :
<b>Paiement partiel :</b> <i>versé sur facture après acceptation par Pôle emploi du devis individuel et signature du bon de commande</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>70%</b> du forfait frais de gestion.</li> <li>• <b>70 %</b> du plafond des frais de voyage et du plafond des frais de séjour.</li> </ul>	Pas de paiement partiel.
<b>Solde :</b> <i>versé à l'issue de chaque parcours individuel, sur factures et présentation des justificatifs</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>30 %</b> du forfait frais de gestion.</li> <li>• <b>solde</b> des frais de voyage et <b>solde</b> des frais de séjour, calculés en fonction du coût réel et limités aux plafonds définis.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>100 %</b> du complément de financement Pôle emploi pour frais de gestion.</li> <li>• <b>100 %</b> des éventuels compléments de frais de voyage et séjour, calculés en fonction du coût réel et limités aux plafonds définis par Pôle emploi.</li> </ul>

- **Modalités de paiement en cas d'abandon :**

En cas d'abandon du bénéficiaire en cours de parcours ERASMUS+, les frais de voyage et de séjour sont payés aux frais réels et les frais de gestion sont payés selon les modalités suivantes :

- ✓ à hauteur de 50% si l'abandon se produit avant le début du stage en entreprise ;
- ✓ à hauteur de 100% si l'abandon se produit durant le stage en entreprise.

## VI.2.2 - Modalités de facturation :

A l'issue de chaque parcours individuel ERASMUS+ et pour chaque bénéficiaire, le Titulaire établit deux factures distinctes :

- une facture relative au solde de la Bourse mobilité européenne pour les frais de gestion, de voyage et de séjour, soit les postes n°1, 2 et 3 du tableau de l'article VI.1 du présent Contrat ;
- une facture relative au complément de financement Pôle emploi des frais de gestion, de voyage et de séjour, soit les postes n°4, 5 et 6 du tableau de l'article VI.1 du présent Contrat, qui sera réglée au titre de l'AIF.

Une même facture ne peut faire référence à plusieurs parcours individuels ERASMUS+.

En application des articles L. 2192-1 et suivants du code de la commande publique, les factures sont adressées via la solution de facturation électronique Chorus Portail Pro 2017 gratuitement mise à leur disposition. La transmission d'une facture par une autre voie n'est pas prise en compte.

Pour plus d'informations, il convient de se renseigner sur la réglementation en vigueur :

<http://www.economie.gouv.fr/aife/agence-pour-linformatique-financiere-letat-0>

<http://www.economie.gouv.fr/aife/facturation-electronique>

Pour plus de renseignement sur le portail Chorus Pro, une banque documentaire ainsi que des informations sont disponibles sur le web à l'adresse suivante :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Les factures sont libellées à l'ordre de Pôle emploi. Elles portent *a minima* les mentions suivantes :

- l'identification complète du Titulaire : raison ou dénomination sociale et adresse ;
- son numéro SIRET et, le cas échéant, son numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés ou répertoire des métiers ;
- la date d'établissement et le numéro de la demande de paiement ;
- la date et le N° d'engagement CPP c'est-à-dire le numéro de la commande SAP ;
- la mention du programme de rattachement « ERASMUS+ » ;
- le nom, le prénom et l'identifiant du bénéficiaire ;
- le détail par nature de dépense « frais de gestion », « frais de voyage » et « frais de séjour » et par nature du financement « Bourse de mobilité européenne » ou « Complément de financement Pôle emploi (AIF) » ;
- le montant total HT, le taux de TVA applicable et son montant ;
- le montant total TTC ;
- les coordonnées du compte sur lequel les sommes sont à verser ;
- le numéro de SIRET de la Direction régionale de Pôle emploi : 13000548119424.

Dans tous les cas, le montant à régler au Titulaire est arrêté par Pôle emploi qui notifie le cas échéant au Titulaire le fait qu'un avoir doit être établi pour tenir compte notamment des pénalités ou réfections imposées. Les factures sont réglées dans un délai maximum de trente jours à compter de la date de réception de la facture. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt appliqué par la banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Dans le cas où le Titulaire du marché est un groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, les factures sont émises, au choix du Titulaire indiqué à la rubrique C des dispositions particulières du présent Contrat, par le mandataire du groupement ou, chacun en ce qui le concerne, par les membres du groupement. Dans le second cas, les factures sont obligatoirement transmises à Pôle emploi par le mandataire du groupement qui atteste de la conformité des dites factures aux stipulations du marché. Dans tous les cas, les sommes dues en exécution du marché sont versées sur le compte unique, géré par le mandataire du groupement et dont les coordonnées figurent à la rubrique C des dispositions particulières du présent Contrat.

En cas de changement de coordonnées bancaires ou postales, le Titulaire en informe Pôle emploi par courrier recommandé avec accusé de réception auquel est joint le relevé BIC IBAN du nouveau compte.

## VII - DISPOSITIONS DIVERSES :

### VII.1 - Dispositions applicables aux groupements momentanés d'opérateurs économiques constitués en application articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique :

Dans le cas où le Titulaire du marché est un groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, il prend la forme d'un groupement solidaire ou d'un groupement conjoint selon la mention portée dans le Document de candidature remis dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché a été conclu. Dans le cas où le groupement prend la forme d'un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire pour l'exécution du marché de l'ensemble des autres membres du groupement dans leurs obligations contractuelles à l'égard de Pôle emploi ; la répartition des prestations entre les membres du groupement est précisée à la rubrique D des Dispositions particulières du Contrat.

Le mandataire du groupement, désigné à la rubrique A des Dispositions particulières du Contrat, représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de Pôle emploi et coordonne leurs prestations pendant toute la durée d'exécution du marché. Le mandataire du groupement est l'interlocuteur exclusif de Pôle emploi pour l'exécution du marché; toute communication ou notification au titre du marché est le fait de Pôle emploi au mandataire du groupement qui fait son affaire de l'information des autres membres du groupement ou du mandataire du groupement à Pôle emploi.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, le membre du groupement mentionné en premier dans la liste des membres du groupement figurant au Document de candidature du groupement Titulaire assume les fonctions de mandataire du groupement.

A première demande de Pôle emploi, le mandataire du groupement transmet une copie de la convention de groupement conclue entre les membres du groupement et de ses éventuels avenants. En aucun cas cette convention n'est opposable à Pôle emploi ; elle ne constitue pas une pièce du marché.

### VII.2 - Dispositions applicables en cas de sous-traitance :

Le Titulaire se conforme strictement aux dispositions des articles L. 2193-1 à L. 2193-9 et R. 2193-1 à R. 2193-9 du code de la commande publique.

Dans tous les cas où, en cours d'exécution du marché, il envisage de sous-traiter des prestations objet du marché, le Titulaire remet à Pôle emploi contre récépissé ou lui transmet par courrier recommandé avec avis de réception postal une demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, précisant la raison ou dénomination sociale et les coordonnées du sous-traitant proposé, le montant maximum à lui payer directement, ses coordonnées bancaires aux fins de paiement direct du sous-traitant, les conditions de paiement et modalités de révision des prix prévues par le projet de Contrat de sous-traitance.

Sont jointes à la demande, datées et signées par un représentant du sous-traitant ayant compétence à cet effet, une déclaration sur l'honneur certifiant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner prévues aux articles L. 2141-1 à L. 2141-10 du code de la commande publique, ainsi qu'une déclaration relative à sa capacité économique et financière, technique et professionnelle à exécuter les prestations sous-traitées <sup>(1)</sup>.

---

<sup>(1)</sup> Cette déclaration concerne : le chiffre d'affaires annuel global réalisé par le sous-traitant sur chacun des trois derniers exercices disponibles (dans le cas où le sous-traitant est objectivement dans l'incapacité de produire ces renseignements, en particulier lorsqu'il est de création récente, il rapporte la preuve de cette incapacité et communique en lieu et place tout document de nature à attester de sa capacité économique et financière à exécuter les prestations, par exemple la preuve d'une assurance pour les risques professionnels) ; les effectifs, au sens de l'article L. 1111-2 du code du travail, moyens annuels pour chacune des trois dernières années ; les principales prestations exécutées au cours des trois dernières années, privilégiant les prestations similaires à celles objet du marché et détaillant le montant, la date et le destinataire public ou privé (sauf pour les prestations dont Pôle emploi a été destinataire et pour lesquelles une déclaration est suffisante, ces références ne font l'objet d'une déclaration du sous-traitant qu'à défaut d'être prouvées par des attestations des opérateurs économiques destinataires, dûment datées et signées et comportant l'ensemble des éléments ci-dessus décrits).

Le Titulaire du marché reconnaît être parfaitement informé de ce que les conditions de paiement du sous-traitant proposé ne peuvent être agréées qu'à condition de ne pas être anormalement basses et de ne pas déroger aux dispositions du Contrat.

La demande de sous-traitance est expédiée par tout moyen permettant de conférer une date certaine.

Adresse postale suivante :

Direction régionale Pôle emploi Nouvelle-Aquitaine  
Service Achats-Marchés  
Marché Erasmus+  
TSA 30004  
33056 BORDEAUX CEDEX

Courriel : [drmarches.33312@pole-emploi.fr](mailto:drmarches.33312@pole-emploi.fr) avec accusé de réception.

Le silence gardé par Pôle emploi pendant vingt-et-un jours calendaires à compter de la date de réception de la demande vaut acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement. Le Titulaire du marché reconnaît être parfaitement informé que le sous-traitant proposé n'est pas autorisé à exécuter quelque prestation au titre du marché avant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement par Pôle emploi.

A la première demande de Pôle emploi, le Titulaire lui transmet une copie du Contrat de sous-traitance et de ses éventuels avenants. En aucun cas le Contrat de sous-traitance n'est opposable à Pôle emploi ; il ne constitue pas une pièce du marché.

Un sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est tenu de l'ensemble des obligations résultant du marché. En cours d'exécution du marché, le Titulaire demeure responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées.

### **VII.3 – Assurances :**

Le Titulaire déclare souscrire un Contrat d'assurance de responsabilité civile en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue à raison de dommages corporels, matériels ou immatériels subis par toute personne, de son fait ou du fait de ses personnels, à l'occasion de l'exécution du marché. Il déclare également souscrire un Contrat d'assurance de responsabilité professionnelle en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue à raison des dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché.

Le Titulaire déclare que les garanties dont il bénéficie à ces titres sont suffisantes au regard de l'objet du marché. Sans préjudice des documents remis à la réunion de lancement, à première demande de Pôle emploi ou à tout moment en cours d'exécution du marché public, le Titulaire produit les attestations d'assurance correspondantes précisant les types, montant et durée de validité des garanties.

### **VII.4 - Traitement de données personnelles mis en œuvre pour le compte de Pôle emploi :**

#### **a) Traitement autorisé, réglementation applicable et lieu d'hébergement :**

Le Titulaire est autorisé à traiter, pour le compte de Pôle emploi, les données personnelles nécessaires à l'exécution du marché pour les finalités et aux conditions décrites au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT).

Pôle emploi et le Titulaire s'engagent à respecter la réglementation applicable aux traitements de données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dans sa rédaction issue de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Les coordonnées du délégué à la protection des données désigné par le Titulaire en application de l'article 37 du règlement général sur la protection des données (RGPD) sont communiquées à Pôle emploi à la notification du marché. Le délégué à la protection des données de Pôle emploi peut être contacté par courriel à [courriers-cnild@pole-emploi.fr](mailto:courriers-cnild@pole-emploi.fr) ou par courrier à l'adresse suivante : Pôle emploi, délégué à la protection des données, 1-5 avenue du Docteur Gley, 75987 Paris Cedex 20.

Sauf accord préalable express de Pôle emploi et à peine de résiliation à ses torts exclusifs, le Titulaire traite les données sur le territoire de l'Union européenne uniquement. A première demande de Pôle emploi, il communique la liste exhaustive des pays hébergeant les serveurs de données et des pays à partir desquels les intervenants ont accès aux données.

#### **b) Obligations du Titulaire en matière de protection des données et de sécurité :**

Le Titulaire s'engage à :

- ✓ traiter les données uniquement pour les finalités et selon les instructions figurant au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT). Dans le cas où il considère qu'une instruction contrevient à la réglementation en matière de protection des données personnelles, le Titulaire en informe immédiatement Pôle emploi ;
- ✓ garantir la confidentialité des données personnelles traitées. Notamment, le Titulaire veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données respectent leur confidentialité et bénéficient d'une formation suffisante en matière de protection des données personnelles ;
- ✓ prendre en compte les principes de protection des données dès la conception, ainsi que par défaut, prévus à l'article 25 du règlement général sur la protection des données » (RGPD), s'agissant des outils, produits, applications ou services développés ou mis en œuvre pour l'exécution du marché ;
- ✓ le cas échéant, aider Pôle emploi dans la réalisation des analyses d'impact et consultations préalables de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), prévues aux articles 35 et 36 du règlement général sur la protection des données » (RGPD) ;
- ✓ mettre à disposition de Pôle emploi l'ensemble des informations nécessaires permettant de démontrer le respect de ses obligations en matière de protection des données personnelles, ou permettant la réalisation d'audits sur pièces ou sur place, par Pôle emploi, un organisme mandaté par ses soins à cet effet ou toute autorité de contrôle à laquelle Pôle emploi est soumis. Le Titulaire contribue également à ces audits ;
- ✓ dans le cas où il a recours à un sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article X du présent Contrat, ou à un fournisseur pour mettre en œuvre tout ou partie du traitement, veiller à ce que le sous-traitant ou fournisseur présente les garanties suffisantes s'agissant de la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles permettant de satisfaire aux exigences de la réglementation en matière de protection des données personnelles. Le recours au fournisseur doit en outre faire l'objet d'une autorisation écrite préalable ;
- ✓ dans le cas où il est dans l'obligation, en application du droit de l'Union européenne ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, de procéder à un transfert de données en dehors de l'Union européenne, en informer Pôle emploi avant la mise en œuvre du traitement, sauf interdiction pour des motifs importants d'intérêt public.

Le Titulaire déclare tenir par écrit le registre des activités de traitement prévu à l'article 30 du règlement général sur la protection des données (RGPD).

Sans préjudice des instructions le cas échéant fixées au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) et conformément aux dispositions de l'article 32 du règlement général sur la protection des données (RGPD), le Titulaire définit et met par ailleurs en œuvre les mesures techniques et organisationnelles permettant de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, compte tenu de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement, ainsi que des risques pour les droits et libertés des personnes.

**c) Information des personnes concernées :**

Pôle emploi informe les personnes concernées de l'existence du traitement, ainsi que de leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment leur droit d'accès, de rectification, et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.

Dans le cas où des demandes d'exercice de ces droits lui sont adressées, le Titulaire transmet ces demandes à Pôle emploi, par courriel, à l'adresse [courriers-cnild@pole-emploi.fr](mailto:courriers-cnild@pole-emploi.fr). Le Titulaire fait ses meilleurs efforts pour aider Pôle emploi à répondre à ces demandes.

**d) Violation de données personnelles :**

Dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance, le Titulaire notifie à Pôle emploi, par courriel à l'adresse [courriers-cnild@pole-emploi.fr](mailto:courriers-cnild@pole-emploi.fr), toute violation de données personnelles. Est jointe la documentation utile permettant, le cas échéant, à Pôle emploi de notifier la violation à la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL). Cette documentation comprend a minima les informations suivantes :

- la description de la nature de la violation de données, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes et de données concernées ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation ;
- la description des mesures prises ou que le Titulaire propose de prendre pour remédier à la violation, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les conséquences.

**e) Sort des données :**

Le Titulaire détruit l'ensemble des données à caractère personnel traitées, ainsi que leurs éventuelles copies, dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution des prestations et au plus tard dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'exécution du marché. Le Titulaire informe Pôle emploi de la date de cette destruction par ses soins et par ses éventuels sous-traitants ou fournisseurs, dans un délai maximum de huit jours calendaires. Ces dispositions ne sont pas applicables aux fichiers, documents et pièces justificatives que le Titulaire est tenu de conserver pour satisfaire à ses obligations légales et réglementaires.

**VII.5 - Autres traitements de données personnelles :**

Indépendamment du traitement de données personnelles mis en œuvre pour le compte de Pôle emploi dans les conditions fixées ci-avant, le Titulaire traite également pour son propre compte des données personnelles pour les besoins de l'exécution et du suivi du marché et, le cas échéant, des contentieux liés à sa passation ou son exécution. Il en va de même pour Pôle emploi. Pôle emploi et le Titulaire s'engagent, chacun en ce qui le concerne, à respecter la réglementation applicable en matière de protection de données personnelles.

Chaque partie est seule responsable du traitement qu'elle met ainsi en œuvre pour son propre compte avec les données transmises par l'autre partie. Les données transmises dans le cadre du marché ne sont pas utilisées à d'autres fins que son exécution ou son suivi ou le suivi des contentieux.

Chaque partie informe les personnes concernées du traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD). Ces droits s'exercent, pour les traitements mis en œuvre par Pôle emploi, auprès de son délégué à la protection des données et, pour les traitements mis en œuvre par le Titulaire, auprès de son délégué à la protection des données, selon les modalités décrites ci-avant.

Sauf obligation légale et réglementaire particulière, Pôle emploi et le Titulaire s'engagent à détruire toutes les données personnelles et toutes leurs copies dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'exécution du marché.

## **VII.6 – Confidentialité :**

Le Titulaire qui a reçu communication de renseignements, documents, données et/ou produits de toute nature, en relation avec l'objet du marché, sous quelque forme que ce soit, y compris orale, et sur tout type de support est tenu de les maintenir strictement confidentiels.

En conséquence, le Titulaire s'engage à prendre les mesures nécessaires pour que tout élément qui lui est transmis soit protégé et maintenu strictement confidentiel et ne soit communiqué qu'aux seules personnes ayant à en connaître dans le cadre du marché.

En cas de violation des obligations de confidentialité mentionnées ci-dessus le marché peut être résilié aux torts exclusifs du Titulaire.

Cette obligation perdure pendant toute la durée du marché dans une limite de 5 années.

## **VIII – RESILIATION :**

### **VIII.1 - Résiliation aux torts exclusifs du Titulaire :**

Sans préjudice des poursuites le cas échéant engagées à l'encontre du Titulaire, le marché est résilié de plein droit et sans mise en demeure préalable, aux torts exclusifs du Titulaire, dans les cas suivants :

- en cas d'inexactitude des renseignements communiqués avant la notification du marché en application de l'article R. 2143-3 du code de la commande publique ainsi qu'en cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis en application des articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ou de refus de produire ces pièces ;
- en cas de rejet de la demande d'enregistrement, de l'annulation de l'enregistrement ou de la caducité de la déclaration d'activité dans les conditions définies aux articles L. 6351-1 et suivants du code du travail ;
- en cas de manquement aux obligations résultant des articles V.5, V.8.1 et V.8.3 du présent Contrat ;
- en cas de contravention à la législation et réglementation du travail ou relative à la sous-traitance, d'actes frauduleux ou de tout autre fait pénalement répréhensible commis à l'occasion de l'exécution du marché ;
- lorsque le Titulaire fait obstacle à l'exercice des contrôles prévus à l'article V.6 du présent Contrat ;
- lorsque le Titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- dans le cas où le Titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du code de la commande publique ayant pour effet de l'exclure d'un marché public, sauf ouverture d'une procédure de redressement judiciaire en application de l'article L. 631-1 du code de commerce dès lors que le Titulaire en a informé sans délai les services chargés de l'exécution du marché public ;

Le marché peut également être résilié aux torts exclusifs du Titulaire :

- après mise en demeure restée sans effet dans le mois calendaire suivant sa notification, en cas de manquement du Titulaire à l'une quelconque des autres obligations nées du marché ;
- lorsque, enjoint par Pôle emploi, en application de l'article L. 8222-6 ou L. 8254-2-1 du code du travail, de se conformer à ses obligations découlant des articles L. 8221-3, L. 8221-5 et L. 8251-1 alinéa 1 du même code, le Titulaire n'a pas, dans un délai de deux mois à compter de cette injonction valant mise en demeure au sens du présent article, rapporté la preuve de la fin de sa situation irrégulière ou de celle du sous-traitant direct ou indirect. La résiliation prend effet à compter de la date fixée dans la décision de résiliation et au plus tard six mois à compter de l'injonction. Toutefois et compte tenu de la situation du Titulaire notamment lorsqu'il est en cours de régularisation de sa situation, Pôle emploi peut décider de lui accorder un délai supplémentaire pouvant aller jusqu'à deux mois. Lorsque le Titulaire n'a pas régularisé sa situation à l'expiration du délai fixé par Pôle emploi, le marché est automatiquement résilié sans nouvelle mise en demeure à date d'effet de six mois à compter de l'injonction de Pôle emploi ;

- lorsque, enjoint par Pôle emploi en application des articles L. 1262-4-3 et L. 3245-2 du code du travail de se conformer à ses obligations du non-paiement partiel ou total dû au salarié détaché du Titulaire, d'un sous-traitant direct ou indirect ou d'un cocontractant d'un sous-traitant, l'auteur n'a pas, dans un délai de sept jours, régularisé sa situation. A l'expiration de ce délai, Pôle emploi transmet à l'agent de contrôle les informations dont il dispose. Dans le cas où l'auteur des manquements n'a pas régularisé sa situation, Pôle emploi résilie le marché sans délai. La date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision.

La résiliation du marché public aux torts exclusifs du Titulaire n'ouvre droit au versement d'aucune indemnité.

Dans tous les cas mentionnés ci-avant, Pôle emploi se réserve en outre la possibilité de pourvoir à l'exécution des prestations objet du marché résilié, aux frais et risques du Titulaire, à la seule condition de l'en informer à la notification de la décision de résiliation. Le cas échéant, l'augmentation des dépenses par rapport au ou aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire par un autre opérateur économique est à la charge exclusive du Titulaire ; la diminution des dépenses ne lui profite pas. Le Titulaire ne peut prendre part à quelque titre que ce soit à l'exécution des prestations reprises à ses frais et risques par un autre opérateur économique.

Dans tous les cas mentionnés au présent article, la date d'effet de la résiliation est fixée dans la décision de résiliation ; à défaut, la date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision de résiliation.

#### **VIII.2 - Résiliation pour motif d'intérêt général :**

Pôle emploi peut, à tout moment, par décision unilatérale, mettre fin à l'exécution du marché pour des motifs d'intérêt général. En ce cas, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification de cette décision. Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que Pôle emploi se réserve la possibilité d'émettre des commandes jusqu'à la veille de la date d'effet de la résiliation.

#### **IX- LITIGES :**

En cas de litige, la loi française est seule applicable et les tribunaux français seuls compétents. Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable et, faute de l'obtenir, de s'en remettre à la juridiction administrative compétente. En application du second alinéa de l'article R. 312-11 du code de justice administrative, il est expressément convenu que le tribunal administratif territorialement compétent à l'égard de tout litige se rapportant à l'exécution du marché est le tribunal administratif de Bordeaux.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Signature du représentant du Titulaire :  
(à revêtir du cachet de la société)

Signature du représentant de Pôle emploi :